

## Riyad et l'administration Trump 2

FATIHA DAZI-HÉNI

Si, en apparence, la relation saoudo-américaine sous l'administration Trump 2 est cordiale, le contexte de reconfiguration régionale à l'initiative d'Israël complique la donne pour Riyad, avec un Trump 2 pressé de conclure « sa » paix en Palestine comme dans le conflit russo-ukrainien. Riyad s'en sort en s'imposant comme l'interlocuteur obligé.

Les dirigeants du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et, en particulier, le prince héritier saoudien Mohammed bin Salman (MBS) ont accueilli favorablement la large victoire de Donald Trump au suffrage présidentiel américain du 5 novembre 2024<sup>1</sup>. La position saoudienne est liée, d'une part, au caractère transactionnel et interpersonnel de leurs rapports et, d'autre part, aux mauvaises relations entretenues avec Joe Biden qui avait qualifié le royaume d'État paria. En refusant, en octobre 2018, de divulguer les documents classifiés sur l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, le président Trump avait, lors de son premier mandat, « sauvé » sur la scène internationale le prince héritier saoudien, lequel lui est redevable comme le lui a rappelé Donald Trump aussitôt entré en fonction pour son deuxième mandat. Si la proposition du prince héritier d'investir 600 milliards de dollars aux États-Unis, notamment dans la Tech et l'IA, lors du Forum économique mondial de Davos, le 23 janvier 2025, a été pour lui l'occasion de manifester de façon proactive son enthousiasme à conclure des « deals », elle a surtout souligné le fait que MBS aurait anticipé les difficultés auxquelles il devrait faire face tout au long de la deuxième mandature Trump. Sans rien attendre de la politique moyen-orientale de l'administration Trump 2, compte tenu de la présence de personnalités affichant toutes leur forte proximité et leur alignement étroit avec les idées de la droite dure israélienne, MBS sait qu'il devra à présent négocier avec une nouvelle présidence Trump qui intervient dans un environnement moyen-oriental

très différent de ce qu'il était lors de son premier mandat (2016-2020).

**Sous Trump 2, la relation en apparence cordiale avec Riyad se complique.** Le soutien inconditionnel du président démocrate au gouvernement israélien tout au long des quinze mois de guerre à Gaza, sans qu'il ait jamais été en mesure d'imposer un cessez-le-feu au Premier ministre israélien, n'a fait que conforter le peu d'estime des dirigeants du Golfe pour un président américain jugé faible et sans cap pour le Moyen-Orient. Les positions très pro-israéliennes du président Trump, à l'origine du déplacement de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem lors de son précédent mandat, de même que son soutien à la politique du gouvernement de Benjamin Netanyahu, hostile à la solution à deux États, sont connus de tous dans le Golfe. Néanmoins, Riyad comme les autres capitales des monarchies de la péninsule Arabique considèrent que la situation de chaos à Gaza était déjà désespérée sous le mandat Biden et n'escomptent pas qu'elle s'améliore sous Trump 2. Ils sont cependant confiants dans la détermination du président Trump à ne pas se laisser imposer l'agenda politique du Premier ministre israélien. En effet, Benjamin Netanyahu, ragaillardi par ses succès militaires qui ont sensiblement affaibli l'axe de la résistance dominé par l'Iran, souhaiterait poursuivre la guerre, jusqu'à organiser des frappes militaires sur le sol iranien. **Les négociations secrètes inédites engagées entre les États-Unis et le Hamas**, par l'intermédiaire de l'envoyé spécial présidentiel, Adam Bohler, avec l'aide du Qatar, pour obtenir la libération des otages américains irritent et déstabilisent la stratégie de Netanyahu mais semblent

1. Voir Fatiha Dazi-Héni, « Les pays du Conseil de coopération du Golfe et l'administration Trump 2.0 », dans Hasni Abidi (dir.), *Le Moyen-Orient selon Donald Trump*, Erik Bonnier, coll. « Encre d'Orient », 2025, p. 117-133.

confirmer les intuitions des leaders arabes du Golfe sur la volonté de Donald Trump d'imposer son tempo à un gouvernement Netanyahu résolu à faire durer la première phase du fragile cessez-le-feu.

Néanmoins, personne dans le Golfe ne s'attendait à la posture extrême adoptée par Donald Trump, lors de son premier entretien officiel avec le Premier ministre israélien à la Maison Blanche, le 4 février 2025. Quand il a annoncé vouloir prendre le contrôle de la bande de Gaza et de la vider de sa population pour en faire une station balnéaire de luxe, cette position radicale a sidéré le monde, et notamment les pays arabes, de même que la rencontre houleuse entre les présidents Zelenski et Trump, à la Maison Blanche le 28 février, a provoqué un choc et a été perçue en Europe comme une rupture stratégique avec l'allié américain.

Conscient du caractère imprévisible de Donald Trump, le roi Abdallah II de Jordanie, lors de sa rencontre avec le président Trump à la Maison Blanche, le 11 février 2025, a habilement esquivé la confrontation lorsque ce dernier lui a enjoint, tout comme à son homologue égyptien, d'accueillir les 2,3 millions de Gazaouis en vue de permettre la reconstruction de Gaza. De fait, le dauphin saoudien et ses homologues arabes du Golfe, de Jordanie ou d'Égypte, ont préféré répondre à cette proposition provocatrice par le contre-projet formulé au Caire.

Avec une présidence Trump 2 qui se dresse contre ses alliés européens et canadien et réenclenche une guerre commerciale avec la Chine, pour faire valoir les intérêts des États-Unis sous la bannière MAGA (Make America Great Again), Riyad appréhende surtout des décisions économiques agressives à son encontre. Ainsi, la volonté de Trump 2 d'augmenter les capacités d'extraction de pétrole de schiste américain, comme l'indiquait un de ses slogans de campagne : « drill baby drill », s'accompagne de pressions sur Riyad et Moscou, deux pays piliers de l'OPEP+, afin qu'ils majorent leur quota de production pour inciter à la baisse du prix du baril. En réalité, davantage que les enjeux liés à la reconfiguration géopolitique dans la région, où la marge de négociation est toujours possible avec Donald Trump, comme le sugère le probable deal transactionnel sur Gaza, **le risque le plus élevé pour le royaume d'Arabie saoudite réside surtout dans des contraintes économiques**. Celles-ci impliquent un cours baissier du baril alors que Riyad donne la priorité à ses investissements colossaux pour ses projets d'infrastructures programmés dans la vision 2030 qui nécessitent un prix moyen du baril à 80 dollars.

**La reconfiguration du Moyen-Orient incite Riyad à s'ériger en hub favorisant l'apaisement.** Le cycle de guerres que conduit Israël depuis les attaques du 7 octobre 2023 a contrarié la dynamique diplomatique de détente régionale mise en œuvre par Riyad, avec le rapprochement opéré

avec Israël s'inscrivant dans le contexte de la conclusion des accords d'Abraham puis de la re-normalisation des relations avec l'Iran, en mars 2023.

Très marquée par l'occasion manquée de peser sur le destin irakien après l'invasion américaine de 2003 puis le départ des troupes combattantes américaines en décembre 2011, qui a permis à l'Iran d'y d'asseoir son influence, l'Arabie saoudite entend aujourd'hui pleinement **profiter de l'affaiblissement structurel de l'Iran dans la région**. C'est pourquoi le royaume ne veut pas rater l'opportunité de jouer un rôle dans la Syrie post-Assad et au Liban. Riyad, qui avait pourtant renoué en 2023 avec le régime d'Assad, a su également tisser des liens avec le nouveau pouvoir syrien islamiste, tout en maintenant une attitude prudente, afin de **ne pas se laisser distancier par la Turquie**, qui engrange l'essentiel des bénéfices de la nouvelle donne syrienne.

**Il s'agit pour Riyad** de mettre en avant son rôle de facilitateur au centre du jeu régional depuis son virage diplomatique opéré après le sommet de la réconciliation du CCG à Al-Ula en janvier 2021 mais aussi sur la scène internationale, en proposant sa médiation dans le conflit russo-ukrainien pour lequel l'Arabie saoudite a négocié des échanges de prisonniers, octroyé une aide humanitaire aux réfugiés ukrainiens en Pologne, tout en conservant de bonnes relations politiques avec Moscou. Riyad entend ainsi s'imposer comme un acteur au-dessus de la mêlée capable, d'une part, de faciliter les difficiles négociations russo-américano-ukrainiennes, en vue de conclure la fin de la guerre russo-ukrainienne et, d'autre part, de servir de plateforme fédérant une position arabo-musulmane unifiée pour l'après-guerre à Gaza. C'est pourtant l'Égypte qui est à la manœuvre comme force de proposition censée contrer le plan du président Trump. Néanmoins, Riyad s'érige comme le garant apte à fédérer le rejet unanime des pays arabes quant à l'idée de déporter la population gazaouie. Sans surprise, Israël a rejeté d'un revers de main le plan arabe du Caire tandis que les États-Unis l'estimaient insuffisant. Les Européens, pour leur part, affichent un soutien conditionné par le désarmement du Hamas.

La mobilisation des efforts diplomatiques de Riyad œuvre, en concertation avec ses voisins du Golfe, à convaincre l'administration Trump 2 de négocier un accord avec Téhéran afin de la dissuader de suivre l'option privilégiée par le gouvernement Netanyahu, consistant à conduire des frappes sur les sites nucléaires iraniens, qui auraient des conséquences sécuritaires et humaines désastreuses pour la région. ■

*Dr Fatiha Dazi-Héni est spécialiste des monarchies du Golfe et de la péninsule Arabique à l'IRSEM.*

Contact : [fatiha.dazi-heni@irsem.fr](mailto:fatiha.dazi-heni@irsem.fr)